

Lutte de classe

Il faut choisir : « tout est à nous » ou pour un meilleur « partage des richesses » ?

Je vous propose la lecture critique de documents du NPA que j'ai trouvés sur leur site internet.

Manif du 1er mai - 02.05

« Nous souhaitons que le front unitaire se maintienne et qu'il durcisse le ton, en appelant à généraliser les luttes, les grèves, en donnant de nouveaux rendez vous qui favorisent la mobilisation, construisent le rapport de forces. »

Voilà qui conforte les dirigeants syndicaux sur lesquels on peut compter pour qu'ils « durcissent le ton » !

C'est révélateur qu'ils utilisent systématiquement le même langage que les bureaucrates syndicaux, non ? A chaque fois qu'un journaliste ou un militant interroge Thibault ou Chérèque, ils répondent : il faut « construire un rapport de forces » ! Que dit le NPA : il faut « construire un rapport de forces » ! Cherchez l'erreur. Comme j'en ai plus que marre de répéter régulièrement les mêmes choses, je poserais seulement une question : NPA, un parti ou un syndicat ?

Le « front unitaire » : il est tourné contre la classe ouvrière ! Chérèque s'en est félicité mais ils sont sourds et aveugles au NPA. Bref, ils légitiment les lieutenants de la bourgeoisie qui dirigent les syndicats en leur assignant une tâche qu'ils se sont appliqués à remplir pendant 64 ans contre la classe ouvrière. Ils en redemandent, à croire qu'ils se foutent du contenu de cette unité. Mais qui sont-ils au juste ? Tout ne se tient-il pas ?

« Le NPA a beaucoup servi de "cible à fléchettes" ces derniers jours. Quand les coups qui pleuvent contre nous viennent de nos vrais adversaires, la droite ou le grand patronat, elles nous paraissent logiques. Quand cela vient des Mailly, Thibaut ou Chérèque, ça nous laisse pantois. »

Parce que les Mailly, Thibault ou Chérèque ne figureraient pas aussi parmi vos « vrais adversaires » ? Voilà une déclaration qui va ravir de nombreux militants du NPA qui ont pour amis la vermine qui dirige les syndicats.

« Nous avons aussi proposé l'organisation d'une marche unitaire pour l'interdiction des licenciements. Nous ne voulons pas en faire un gadget. Ni une opération d'autopromotion. C'est une proposition sérieuse que nous soumettons en tant que force partie prenante à part entière du mouvement social. Ce sont d'abord les salarié-e-s des boîtes concernées qui ont la légitimité pour en donner une traduction concrète. »

Pourquoi le NPA n'a-t-il pas répondu aux trois lettres que leur a adressées le POI sur le même thème ? On a ici un début de réponse. Qu'est-ce qui différencie la proposition du POI de celle ici du NPA ? Celle du POI serait un « gadget », ce serait une « opération d'autopromotion », on est en droit de penser qu'elle ne serait pas « sérieuse » et ne serait pas « légitime » dans la mesure où elle ne bénéficierait pas de la "légitimité" des salariés. Examinons ces arguments.

Les trois premiers sont inconsistants et relèvent plus du crime de lèse-majesté qu'autres choses. Le dernier seulement mérite qu'on s'y arrête un instant. En fait, le NPA reproche au POI de s'être adressé aux appareils de certains partis ouvriers ou non. Le NPA ne fait-il pas exactement la même chose en direction des dirigeants syndicaux lorsqu'ils écrivent : « nous souhaitons que le front unitaire se maintienne et qu'il durcisse le ton ». Par contre je suis d'accord sur le fait que c'est aux travailleurs de s'organiser et de se mobiliser sur leurs revendications contre le gouvernement et le patronat avec leurs syndicats et partis, d'ailleurs je ne suis pas sûr que cela soit exactement la position du NPA.

Depuis le milieu des années 40, le militantisme a favorisé le rôle des appareils et des militants qui leur étaient subordonnés au détriment de l'immense masse inorganisée de la classe ouvrière abandonnée à son

triste sort. Si le NPA prétendait rompre avec cette stratégie faudrait-il encore qu'il nous en fournisse la preuve, ce qui n'est pas vraiment le cas ici.

Le NPA commet l'erreur d'opposer la « *légitimité* » des travailleurs à celle de leurs partis pour la seule raison qu'il n'est pas à l'initiative de cette proposition de marche unie, qu'on y adhère ou non d'ailleurs. Le NPA serait-il par hasard le seul parti légitime de la classe ouvrière, aurait-il cette prétention ? A moins que les dirigeants du NPA ne découvrent subitement que les partis ouvriers ont pris la fâcheuse habitude de se passer des masses, ne serait-ce pas plutôt un prétexte fallacieux pour refuser de répondre à la proposition du POI ?

Le POI, en tant que parti ouvrier, est parfaitement dans son rôle en proposant aux travailleurs de s'organiser et de se mobiliser sur un objectif, de la même manière que le NPA, si tel n'était pas le cas, à quoi serviraient les partis ouvriers ?

Personnellement je pense qu'aucun parti n'est aujourd'hui en mesure de mobiliser la classe et que se donner cet objectif impossible à atteindre relève de l'opportunisme et non d'une stratégie pour construire un véritable parti révolutionnaire, ce qui n'est d'ailleurs pas l'objectif du POI, et témoigne au passage que ce n'est pas non plus celui du NPA.

Chaque travailleur ou militant est libre d'adhérer ou non à une proposition émise par un parti ouvrier sans que sa décision ne remette en question la légitimité de ce parti. On peut s'opposer à la politique d'un parti ouvrier sans pour autant que son existence, sa légitimité ne soit remise en cause.

Si je militais dans un parti marxiste-révolutionnaire, sur la base de l'analyse de la situation, je proposerais que l'on définisse la ou les tâches que la classe ouvrière devrait accomplir, mais sachant que nous ne serions pas en mesure de l'organiser pour atteindre cet objectif ou de l'imposer aux autres partis ouvriers, il ne nous servirait qu'à indiquer aux travailleurs avec lesquels nous discuterions dans quelle direction nous mènerions le combat politique si nous disposions d'un puissant parti révolutionnaire, au lieu de confier le soin à d'autres partis de mener ce combat sachant qu'ils ne le mèneront jamais jusqu'au bout et qu'ils trahiront la classe, afin de ne pas faire naître d'illusions chez les travailleurs dans les appareils ou de ne pas les alimenter.

Par exemple, si l'on décide d'engager le combat contre les licenciements, on n'aura pas les moyens de les empêcher, encore moins de les interdire, nous dirons en face la vérité aux travailleurs, à aucun moment nous ne leur raconterons des histoires, ce ne sera qu'un argument de propagande à relier à la nature du régime. On expliquera pourquoi les patrons licencient, ensuite que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait interdire les licenciements, ce qui signifie qu'avant d'y parvenir il faudra que la classe ouvrière ait chassé Sarkozy et liquidé les institutions au service des capitalistes. Maintenant, ce n'est pas un gouvernement constitué des partis pourris du mouvement ouvrier qui ont été au pouvoir pendant de longues années pour le compte du capitalisme qui prendra une telle mesure, ce ne pourra être qu'un gouvernement dirigé par un ou des partis révolutionnaires ayant toujours combattu au côté de la classe ouvrière, le parti que nous construisons par exemple.

C'est dans cette perspective politique que l'on proposera aux travailleurs de nous rejoindre, pour préparer consciemment les conditions politiques nécessaires à la prise du pouvoir par les travailleurs, pour organiser l'avant-garde de la classe sur des bases saines et révolutionnaires, et non uniquement dans la perspective de la satisfaction d'une revendication immédiate comme le font tous les autres partis sans se soucier de ses conséquences négatives pour le mouvement ouvrier.

On peut très bien mener le combat contre les licenciements et proposer aux travailleurs des réunions sur ce thème dans le but de recruter au parti, sans leur faire miroiter un objectif que nous ne pourrions pas atteindre dans l'état actuel des choses.

Cette méthode change radicalement avec celle du POI qui promet la lune aux travailleurs et militants ou les laisse espérer l'impossible, ce qui ne peut avoir au bout du compte qu'un effet dévastateur et démoralisateur sur eux. Le POI pourra toujours dire et il ne s'en prive pas déjà, que les autres partis sont responsables de la situation actuelle, ce qui n'est pas complètement faux, camouflant sa propre responsabilité en proposant une stratégie opportuniste aux travailleurs qui ne permet pas de construire un parti révolutionnaire. La question du parti demeure centrale.

Le NPA en quête de reconnaissance institutionnelle.

« Ceci dit, toutes ces critiques sont aussi le signe que les idées défendues par le NPA progressent. Comme progresse son implantation, sa présence militante. Dans tous les cortèges en France, des plus petites aux plus grandes villes, c'était visible à l'oeil nu et la presse l'a souvent noté. »

Ils sont gonflés, en réalité ce sont eux qui sont à la traîne de l'avant-garde de la classe ouvrière, car si c'était l'inverse, ils lui proposeraient une issue politique au lieu de reprendre les discours hypocrites des Mailly, Thibaut ou Chérèque sur la nécessité de *« construire le rapport de forces »*.

Sur les élections européennes.

NPA arguments : pour une autre Europe ! - 03.05

Le Parlement européen, il a ou il n'a pas de pouvoir ?

« le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision. »

Pourquoi ne pas dire tout simplement qu'il n'en n'a pas, ce serait plus simple. Pour ne pas à avoir à préciser son rôle exact comme instrument de collaboration de classes auprès de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe ?

« Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe. »

Annuler les lois et les mesures réactionnaires de l'Union européenne est une chose, annuler les traités signés par les chefs d'Etat et l'Union européenne depuis le Traité de Rome en est une autre. Il est vrai que l'annulation de tous les traités depuis 1957 reviendrait à liquider l'Union européenne dont le Parlement européen, mais ce n'est pas ce que dit ou revendique le NPA. En abrogeant la constitution de la Ve République, on liquiderait du même coup les liens de l'Etat avec l'UE, une pierre deux coups, ce serait apparemment trop simple !

« Le NPA présente des listes dans les sept circonscriptions de France, pour défendre un plan de mesures de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population. »

Avant de voir de quoi il retourne, disons tout de suite que faire miroiter aux travailleurs *« un plan de mesures de rupture avec le capitalisme »* sans remettre en cause les institutions politiques souveraines dans chaque pays, relève de la supercherie politique pure et simple.

L'Europe du NPA et du profit ne peut pas être la nôtre !

Après une liste de revendications : *« Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariés et la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. »* Pas question d'exproprier les capitalistes et les actionnaires, on continue avec le même système économique, cela a le mérite d'être clair.

C'est quoi *« les salariés et la population »*, la société civile, toutes les classes y compris celle des capitalistes ?

On le vérifie immédiatement : *« Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe. »*. La *« contre-offensive »* du prolétariat ne doit pas servir à renverser le régime politique en place, elle devrait servir uniquement à *« annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements »*, autrement dit si vous espérez le moindre changement politique et en finir avec le capitalisme, avec le NPA vous êtes mal barrés et vous pourrez attendre encore longtemps !

« *Les grandes firmes capitalistes ont une forte influence sur les décisions européennes* », pardi, ce sont elles qui les dictent aux institutions européennes ! Au passage il faudrait leur signaler que les mineurs et les sidérurgistes qui avaient pour employeur l'Etat bourgeois à l'époque du Traité de Rome en 1957, étaient tout aussi exploités que les travailleurs du secteur privé, et que les profits dégagés par l'Etat n'étaient pas vraiment destinés à la satisfaction des besoins de la majorité de la population, car derrière la façade trompeuse du capitalisme d'Etat, c'était bien pour le compte du capitalisme et non des travailleurs que les représentants de la bourgeoisie avaient nationalisé ces secteurs clés de l'industrie, pour garantir aux capitalistes une certaine stabilité, pour que le capitalisme se reconstruise après guerre...

Le secteur énergétique serait livré au secteur privé ou il y resterait.

« *L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport. Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique.* » Ne faut-il pas commencer par le socialiser ?

Rien de plus facile que de faire une révolution sur soi-même, un tour sur soi-même à 360° et de dire ensuite : voyez comme j'ai changé !

On est arrivé au bout de cet article. N'y manquerait-il pas quelque chose, la même chose que d'habitude ?

Camarades, un « *autre monde est possible* », une « *autre Europe est possible* »... même avec Sarkozy au pouvoir, même sous les bons auspices de la constitution et des institutions de la Ve République puisqu'il n'est écrit nulle part qu'il faut les liquider au préalable. Comment voulez-vous commencer à vous attaquer aux fondements du capitalisme sans que la classe ouvrière ne se soit emparée au préalable du pouvoir politique ? Chacun sait que c'est impossible. Vous n'en êtes toujours pas convaincu, demandez donc à Evo Morales ce qu'il en pense.

Normal, leur objectif est d'aboutir à une « *nouvelle répartition entre les salaires et les profits* », profits que l'on retrouve omniprésents dans leur littérature comme les chaînes du capitalisme qu'il ne nous faut pas seulement desserrer mais briser. Même le socialisme est passé à la trappe.

Sarkozy, ça suffit! - vendredi 15 mai 2009

« *Le 7 juin prochain, en votant pour les listes du NPA, il s'agit de sanctionner le pouvoir et d'envoyer des élus anticapitalistes qui porteront les exigences exprimées dans les mobilisations.* »

Des élus qui « *porteront* » quoi devant un Parlement qui n'a aucun pouvoir ? Rien, leur participation à cette institution antidémocratique servira tout juste à la légitimer. Le double langage habituel, quoi !

Le titre de cet article se voulait prometteur, nous étions raisonnablement sensé croire qu'ils allaient enfin appeler à chasser Sarkozy, pensez-vous ! Vous voulez savoir pourquoi ils en sont incapables, lisez la suite c'est instructif.

Crise économique : pas de bout du tunnel.... - mardi 12 mai 2009

Le NPA dans le rôle d'observateur stérile.

Pour commencer une imprécision :

« *En Chine, le ralentissement de la croissance est certes moins sévère que prévu.* », elle a quand même diminué de près de la moitié, passons, mais en Chine plus qu'ailleurs peut-être ce sont les travailleurs qui paient le plus lourd tribut à la crise, les prix et le chômage flambent.

Au passage, si les prix baissent en France et dans d'autres pays similaires, ils ont augmenté en Chine, et en Inde, ce sont les uns qui paient pour les autres, le prix de votre kilo de sucre a peut-être baissé ces derniers mois ou il est resté stable, ici en Inde il a augmenté de 50% passant de 16 à 25 roupies (1 euro = 60 roupies). Chez vous, vous êtes organisés, ici on ne l'est pas, le capitalisme fait payer la note aux masses les plus vulnérables dont il n'a pas grand chose à craindre finalement. On n'est certes plus à l'époque où la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière s'engraissaient sur le dos des colonies, mais on n'en est pas très éloigné, entre temps le capitalisme a évolué à l'échelle mondiale, mais à l'arrivée, rien n'a changé fondamentalement.

« Mais, comme au niveau mondial, l'ancien modèle disparaît sans qu'un nouveau apparaisse. Et comme partout, on tente de faire payer aux travailleurs la crise du système capitaliste. »

Comprenez qui pourra si vous ne proposez aucune alternative au capitalisme, ce serait peut-être aux capitalistes de le faire à votre place ?

Au fait, c'est qui « on » qui tente de faire payer les travailleurs, Sarkozy, le gouvernement, les députés et les sénateurs pour ce qui nous concerne en France, nos ennemis, il faudrait peut-être les identifier avec précision et les désigner aux travailleurs pour qu'ils puissent les combattre et se préparer à les chasser, non ?

Le partage des richesses en question - vendredi 15 mai 2009

« « Partage des richesses ou alors ça va péter ! » Voilà ce que nous chantons depuis des années dans les manifs. »

La collaboration de classes comme objectif ou le capitalisme indépassable.

Pour le NPA un meilleur « *partage des richesses* » serait possible et acceptable sans que cela « *pète* », donc sans non plus liquider la Ve République, sans une révolution socialiste, c'est écrit ici noir sur blanc.

A qui jusqu'à présent la répartition des richesses a-t-elle profité principalement ? Aux classes dominantes, à la petite bourgeoisie, à l'aristocratie ouvrière. On a ici le contenu « *révolutionnaire* » de ce parti.

On aura compris que s'ils écrivent à la fin de cet article : « *Mais c'est le capitalisme lui-même qui est insupportable !* », c'est pour nous dire que si les capitalistes acceptaient un meilleur « *partage des richesses* », il deviendrait supportable et on ferait l'économie d'une révolution.